

La révolte des gentils

Quand les Français se réveilleront

Pierre Vanlerberghe

La révolte des gentils

Quand les Français se réveilleront

CENTMILLEMILLIARDS

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^e et 3^e alinéas, d'une part, que les <copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective> et, d'autre part, que les analyses et courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, <toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite> (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 135-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

< Quand on me contrarie, on éveille mon attention,
non pas ma colère. Je m'avance vers celui qui me contredit,
qui m'instruit. La cause de la vérité devrait être la cause
commune à l'un et à l'autre. >

Montaigne, Essais, livre 3, chapitre 8

< [...] parce que tu es tiède, ni chaud ni froid,
je te vomirai de ma bouche. >

Apocalypse, III, 16

NOTE DE L'ÉDITEUR

Il est un acteur de la vie publique que l'on voit peu ces derniers temps. C'est l'honnête homme, au sens auquel on l'entendait aux xvii^e et xviii^e siècles. Souvent issu de la société civile, il est avant tout cultivé, patient et modeste, épris d'harmonie, de courage et de générosité. Il sait que le savoir contribue à épanouir les hommes et à les rendre meilleurs entre eux. Sa conscience le pousse à prendre la parole et à s'engager pour une société plus juste, plus dynamique, plus heureuse.

Pierre Vanlerberghe a des affinités avec cette figure. Son court propos invite le lecteur à apprécier le bonheur de penser en liberté alors que, chaque jour, experts, professeurs et penseurs < accrédités > occupent la scène médiatique. Certes, ils répondent aux questions des journalistes inquiets de ne jamais assez éclairer notre ignorance. Or, la vie nous apprend que la vérité est tout sauf claire et qu'une franche illumination serait même parfois plus à craindre qu'une < obscure clarté >. La vertu de l'honnête homme est justement de s'appuyer sur sa culture et sur son expérience pour affronter les démons de notre société. Elles sont le sédiment fertile dont se nourrit toute pensée. Ensemble, elles donnent à chacun le pouvoir merveilleux de s'ouvrir aux autres, de débattre en toute confiance, d'ignorer les fantasmes, d'avancer dans sa quête de vérité et de liberté.

PRÉLIMINAIRES

Pourquoi ce livre ?

L'envie d'écrire ce texte m'est venue en 2010, au retour d'un voyage de cinq semaines en Australie et en Nouvelle-Zélande. Je me suis alors fait la réflexion que, si j'étais plus jeune, je m'installerais volontiers dans un de ces deux pays. Pas pour des raisons économiques mais parce qu'il m'a semblé que la vie y correspondait mieux à ce que j'attendais d'un pays développé, démocratique et à haut niveau de <vivre ensemble>. Je me suis alors rendu compte, avec tristesse, que je me sentais moins bien en France, mon pays.

Je me suis aperçu, à l'occasion de la dernière élection présidentielle, que, depuis 1974, aucun des candidats pour lequel j'avais voté au premier tour n'avait été élu. Le dernier avait été Georges Pompidou. J'ai été alors naturellement amené à me demander si les causes de cette évidente frustration venaient d'un manque inquiétant de discernement de ma part, ou bien si elles devaient être cherchées ailleurs. Ce livre est une manière de répondre à cette interrogation.

Observateur passionné de la vie politique, j'ai eu l'occasion au cours de ma vie professionnelle de connaître, en résident comme en visiteur, des pays très divers sur les cinq continents. J'ai constaté que certains systèmes fonctionnent mieux que d'autres et que, s'il existe des enfers, il n'y a nulle part de paradis. J'ai pendant longtemps considéré

La révolte des gentils

que l'Hexagone était le meilleur endroit pour vivre : une si longue histoire, tant de monuments, de paysages, d'hommes politiques, de savants et d'artistes, qui ont fait l'admiration du reste du monde, l'incomparable qualité de vie offerte dans la diversité des provinces.

Citoyen ordinaire, dont le pouvoir et l'influence se limitent au bulletin de vote, j'ai appelé ce texte *La Révolte des gentils* parce que j'ai la prétention d'appartenir à cette catégorie de Français passionnés par la vie de leur pays, épris de liberté, respectueux des lois et de l'État de droit, capables de faire passer l'intérêt général avant leur intérêt personnel, ne pensant pas que les droits appartiennent aux citoyens et les responsabilités seulement à l'État, posant un regard plutôt bienveillant sur leurs concitoyens, inquiets de l'avenir de leur pays et, surtout, exaspérés de voir passer les années sans que les élites qui nous gouvernent soient capables de prendre les décisions courageuses dont la France a besoin pour que nous puissions envisager avec confiance notre avenir commun. C'est aussi parce que l'impuissance des élites est le reflet du désenchantement de l'opinion que j'apporte cette contribution, tentative de rachat d'un citoyen resté trop longtemps silencieux et inactif, peut-être par refus inconscient d'accepter la vie de chien menée par beaucoup d'élus, dans l'intérêt de leurs ambitions personnelles ou, plus simplement, au service de la collectivité et de l'intérêt général.

Depuis des années, beaucoup a été dit et écrit sur le malaise de la France, ses causes, et même sur les réponses

concrètes qui pourraient être apportées pour améliorer les choses. Les rapports lucides et constructifs sur les grands problèmes de la société et de l'économie s'entassent — à l'image des 300 Décisions pour changer la France, publié sous la direction de Jacques Attali, en 2008, ou du Pacte pour la compétitivité de l'industrie française, rapport Gallois remis le 5 novembre 2012 au Premier ministre —, mais, sur le fond, rien ne bouge.

Le passage de l'indignation à la révolte active est devenu une urgence nationale.

Mes racines

J'appartiens à une famille aux origines modestes dont mon frère et moi avons été les premiers bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieur. Je n'ai pas connu mon grand-père paternel, né en 1876 en Belgique. Mon père me disait qu'il lui manquait une phalange tranchée par une machine, en usine, à l'âge de sept ans... En revanche, j'ai été fortement marqué dans mon adolescence par mon grand-père maternel. Orphelin breton, il a commencé à travailler comme apprenti menuisier à l'âge de onze ans à Versailles. Intelligent et travailleur, il a créé sa propre entreprise de menuiserie. Ambitieux pour ses sept enfants, il a pu, grâce à l'aisance acquise au fil des années, leur payer des études de plus en plus longues, les aînés commençant à travailler plus jeunes (dix-sept ans pour ma mère), les derniers ayant dépassé le bac. Il va sans dire que cette relative prospérité avait été obtenue au prix d'un travail considérable, soutenu par

La révolte des gentils

une épargne qui lui permit d'avoir une retraite convenable. Resté durant toute sa vie fidèle aux convictions catholiques de son enfance, il se délectait de la lecture quotidienne du Figaro et n'a jamais été sensible aux idéologies partisans du marxisme et de la lutte des classes.

De son côté, mon père, qui n'avait au départ qu'un diplôme d'aide-comptable, a géré pendant près de trente ans un commerce de tissus à Versailles. Lui aussi, à force de travail et d'épargne, a trouvé une aisance bien méritée après son départ en retraite.

Bien sûr, on ne parlait jamais dans nos familles d'«acquis sociaux», de «luttres ouvrières» ou de «lutte des classes». J'ai été nourri dès mon plus jeune âge au lait de la démocratie chrétienne dans laquelle mes parents étaient très engagés. J'en ai conservé les idéaux, notamment sociaux, en toute lucidité. Ces acquis familiaux ont été enrichis de mes expériences. Je n'ai pas un instant regretté de faire mentir l'adage selon lequel «celui qui n'a pas été socialiste dans sa jeunesse n'a pas vécu»!

Inutile de dire que je n'ai pas, au cours de ma vie professionnelle, travaillé autant que mon père et mon grand-père. Grâce à eux, et aussi à l'environnement économique très favorable des Trente Glorieuses, l'ascenseur social a parfaitement fonctionné pour moi. C'est parce que je vois qu'il s'est immobilisé et que je ne voudrais pas qu'il redescende pour mes enfants et petits-enfants que j'ai voulu, à partir de mon constat personnel de l'état morose de la France, éclairer des voies qui permettraient d'envisager l'avenir avec plus de confiance.

Mon parcours

J'ai, depuis toujours, une passion immodérée pour la liberté, la mienne et celle des autres.

Mes indignations civiques les plus anciennes remontent à la révolte hongroise de 1956, soulèvement populaire spontané contre le régime communiste. Naturellement influencé par mon environnement familial, je garde un souvenir très fort des reportages photo de *Paris Match*, qui était encore un véritable magazine d'information. Je ne savais pas alors que *l'Humanité* avait titré, au moment de l'entrée des blindés soviétiques dans Budapest : < Budapest retrouve le sourire >, < l'émeute contre-révolutionnaire a été brisée > (28 octobre 1956). Aussi révoltante a été pour moi la fin du < printemps de Prague > en 1968, qui vit la liberté écrasée par les chars et en regard duquel les événements de Mai 68 en France ne pesaient pas lourd. Je n'ai pas aimé ce soulèvement d'enfants gâtés manifestant pour plus de liberté tandis que leurs homologues en Europe de l'Est en étaient complètement privés. Je n'ai pas aimé non plus la fausse liberté qui régnait dans les amphithéâtres exaltés du théâtre de l'Odéon et de la Sorbonne : il était hors de question d'écouter avec patience et tolérance ceux dont les propos n'étaient pas conformes à la ligne révolutionnaire ambiante. N'étant pas porté vers le désordre, j'ai donc tout naturellement participé à la grande contre-manifestation du 30 mai sur les Champs-Élysées, après avoir écouté le discours résolu du général de Gaulle. Je me suis retrouvé, vers 21 heures, à hurler la Marseillaise au-dessus de la tombe du Soldat inconnu, brandissant un

La révolte des gentils

drapeau tricolore qui venait de je ne sais où. Nous serions évidemment descendus au Quartier Latin si le mot d'ordre en avait été lancé. J'ai gardé depuis de cette exaltation collective de masse une vive méfiance à l'égard des rassemblements de foule. Mais mon intérêt pour la politique ne s'est jamais démenti.

Faute d'ambition personnelle et trop indépendant d'esprit pour me sentir à l'aise dans une organisation politique, j'ai cependant, par intermittence, été amené à m'engager. J'ai joué le rôle normal du militant qui participe aux réunions, colle des affiches, distribue des tracts et tient les bureaux de vote au moment des élections. Après Mai 68, ce fut l'Union des jeunes pour le progrès, puis le RPR, le CDS dans les années 1990. Ma carrière politique a atteint son apogée lorsque je fus nommé délégué du RPR pour la Chine de 1980 à 1982, à l'occasion d'une expatriation dans ce pays qui commençait alors à s'ouvrir. C'est par ennui des réunions politiques, par manque de goût pour les mesquineries électorales, plutôt que par désaccord doctrinal, que j'ai arrêté de militer. Sans jamais cesser de m'intéresser de près à la vie politique française.

Ayant connu quelques pays d'Europe de l'Est dans les décennies 1960 et 1970, et vécu deux ans en Chine peu après la mort de Mao, j'ai vu ce qu'était la vie des gens dans les pays totalitaires. Je n'ai jamais douté de l'effondrement de ces régimes, un jour, sans trop imaginer quand. La chute du mur de Berlin et l'écroulement des régimes communistes, trop longtemps porteurs de mensonges, de privation de

Préliminaires

liberté et de misère matérielle, ont représenté des moments de vrai bonheur.

Mes convictions politiques procèdent de la synthèse entre mon amour de la liberté, mon exigence personnelle de vérité et de justice, et mes préoccupations sociales issues de la démocratie chrétienne. Elles procèdent aussi de la mise en perspective de toutes les expériences tentées depuis la fin du XIX^e siècle, du bilan des divers systèmes politiques et économiques qui ont eu cours au XX^e siècle, en France, en Europe et dans le monde. Avec les monarchies autoritaires ou libérales, les dictatures de droite et de gauche, les totalitarismes nazi et communistes, les régimes parlementaires faibles et instables, nous avons suffisamment de retours d'expérience pour nous faire une idée assez précise de ce qui marche, pourrait marcher, ou ne marche pas du tout. Par « ce qui marche », j'entends les régimes politiques capables d'apporter, avec la prospérité économique, les avantages sociaux de l'État providence, un niveau d'éducation élevé et généralisé, les libertés individuelles et collectives. Je suis devenu naturellement très réservé à l'égard des idéologies, des dogmes et des doctrines.